

INTELLIGENCE DATA INNOVATION

Les conséquences de la conformité légale des data sur votre santé

L'impact
discret et
même caché
de la
technologie
sur vos vies



La lettre de Cassandra

*Vous détruisez votre santé,
à cause d'une data gouvernance compromise
par une conformité légale et corrompue
par des pseudosystèmes inopérants.*

Le cas de l'acétaminophène illustre bien le mécanisme :

la FDA lance une alerte en septembre 2025, une étude danoise la contredit en avril 2026, l'ACOG et l'AAP maintiennent leur position, le fabricant conteste. Ce n'est pas un désaccord scientifique banal, c'est juste le symptôme d'un système de surveillance sanitaire qui repose sur des données fragmentées, collectées différemment selon les pays, les

Pour recevoir les
informations scientifiques
didier@la-machina.xyz



GDE et la Symbiocratie ont établi un partenariat explicite : ensemble, ils unissent technologies de pointe et intelligence humaine profonde pour offrir une expérience transformative — une expérience qui élève le leadership, accélère l'innovation et prépare l'humanité au futur.



**Global
Data Excellence**
Create sustainable businesses
with a true AI you can talk with

DEMS-Nixus + La Machina:
La plateforme d'entreprise numérique tout-
en-un



cohortes et les méthodologies, sans base commune permettant de trancher rapidement et clairement.

Le public se retrouve confronté à deux autorités sanitaires qui se contredisent par non-conformité avec en plus l'absence de clés de valeur commune.

La question centrale de l'alerte touche, entre autres, directement des femmes enceintes qui doivent donc décider, seules, sans base scientifique, quoi faire de leur douleur.

C'est là que la gouvernance des données entre en jeu, bien au-delà de l'anecdote du paracétamol.

La pharmacovigilance mondiale fonctionne encore largement sur des systèmes de déclaration volontaire et rétrospective.

Un médecin ou un patient signale un effet indésirable, des mois, voire des années après l'exposition, dans un système qui ne relie pas nativement les dossiers médicaux, ni les prescriptions, ni les ventes en pharmacie et les cohortes de recherche.

Les estimations de sous-déclaration des effets indésirables aux autorités sanitaires atteignent couramment 90 à 95 % selon les classes de médicaments, ce qui signifie que l'écrasante majorité des signaux de risque n'atteint jamais les systèmes censés les détecter à temps.

Le problème n'est pas l'absence de règles.

Le RGPD, les référentiels de pharmacovigilance, les obligations de traçabilité existent sur le papier depuis longtemps.

Le problème est que la **conformité**, dans beaucoup d'organisations de santé, se limite à cocher des cases réglementaires sans construire la gouvernance réelle qui rendrait ces règles opérantes.

Les données de santé sont toujours dispersées entre hôpitaux, laboratoires, assurances et agences, sans langage commun ni traçabilité continue.

On produit donc des rapports de conformité non conformes, qui ne possèdent pas une capacité réelle à détecter un signal faible avant qu'il ne devienne un scandale sanitaire. Il n'y a pas de volonté de création de valeur.

Beaucoup de scandales, au-delà d'éventuelles collusions ou corruptions, ont tous suivi ce même schéma : des signaux existaient dans les données, mais dispersés, non reliés, non exploités à temps, sans relation avec des clés de valeur.

Ceci est tout simplement une « conformité corrompue par des pseudo-systèmes inopérants ».

Un système qui produit de la paperasse de conformité sans produire de gouvernance effective donne une fausse impression de sécurité, à la fois aux régulateurs, aux professionnels de santé et aux patients.

En fait ce n'est pas un système, c'est un ensemble mécanique dont le but est de servir des règles différentes qui ensemble ne produisent rien,

Il ne s'agit pas nécessairement de mauvaise foi généralisée, mais d'un écart structurel entre ce que la loi exige sur le papier et ce que les systèmes d'information sont réellement capables de faire.

Un DPO qui documente un registre RGPD ne change rien si les données de sécurité sanitaire elles-mêmes restent cloisonnées, non traçables, et interprétées différemment selon les pays.

La conséquence directe pour la santé publique, et donc pour chaque citoyen, c'est un délai structurel entre l'apparition d'un risque réel et sa reconnaissance officielle.

Ce délai peut être mortel.

Car les personnes continuent à être exposées au danger, parce que les données auraient pu signaler le danger plus tôt.

Si donc elles avaient été gouvernées comme un système vivant, c'est-à-dire par une Intelligence Symbiocratique™ plutôt que comme un empilement de boîtes étanches d'obligations réglementaires séparées, nous aurions fait vivre une vraie souveraineté dans le respect des valeurs humanistes.

Mais nous devons constater que les outils utilisés ne sont pas des systèmes intelligents et la fameuse IA ne fait qu'empirer la situation. Elle est plus artifice qu'artificiel.

Elle opère et est présentée comme une bonne fée qui apporte toutes les réponses attendues, mais elle ne comprend rien et elle est complètement manipulable.

Par contre, la nouvelle technologie qui devient la coqueluche des stratèges, celle qui va mettre les organisations en sécurité et en conformité, qui va produire de la valeur et respecter l'éthique avec des clés de valeur est l'intelligence sémantique contextuelle capable de produire de l'intelligence Symbiocratique™.

Fini les guerres d'ego, de pseudo experts et les incompréhensions tant humaines que technologiques.

Nous entrons dans un monde d'éthique, de symbiose, d'intelligence et donc de conformité assurée.

Toutes ces informations sont le résultat d'une étude complète. Pour recevoir le livre blanc de la conformité / sécurité juridique et financière des data avec les références envoyez-moi votre



"La majorité des dirigeants n'ont qu'une idée approximative de leurs risques réels en matière de data. Ils le découvrent le jour où il est trop tard pour l'éviter et juste à temps pour le payer, parfois à titre personnel.

Suisse (2023) · Québec (2022) : la loi vise désormais nommément le dirigeant, le DRH, le responsable de traitement. Une équipe technique qui affirme que « tout va bien » ne vous protège pas : le jour du contrôle, c'est vous qui répondez, et c'est parfois votre nom pas celui de l'entreprise qui figure sur le jugement

Êtes-vous prêts à payer l'amende de votre poche ?

Ou préférez-vous un audit de conformité légale, en 3 jours maximum, sans rien toucher à vos données, sur le budget de l'entreprise ?